

ECOLOGIE ET TRANSITION ENERGETIQUE

- **Un plan ambitieux de transition écologique** doit être mis en œuvre rapidement : un changement en profondeur de la société est nécessaire, il doit être radical. Mettre fin à la société de consommation et modifier nos habitudes. Le capitalisme ne semble pas compatible avec l'écologie

- Profit et argent ne doivent pas être le moteur **de l'écologie**, mais ce secteur doit générer de nouvelles activités et de nouveaux emplois.
- **L'eau potable** doit être préservée : réglementer les épandages agricoles
- Valoriser **l'agriculture paysanne** bio et soutenir l'agriculture durable
- Tous **les emballages** doivent être biodégradables et en diminuer drastiquement l'utilisation ; instaurer la consigne pour les emballages (verre, etc...). Augmenter la vente du vrac (diminution des emballages) Favoriser l'économie circulaire pour la gestion des déchets et des emballages.
- Interdire **l'obsolescence programmée** des objets.
- Utiliser le **réseau ferroviaire** : développer le ferroutage pour transporter les marchandises. Mettre le fret sur le rail et l'eau
- **Production d'énergies** : autoriser la production individuelle
Attention au principe de précaution : toute innovation doit être testée.
Valoriser la démarche NémaWatt, une approche de bon sens reposant sur trois piliers. Elle consiste d'abord à réduire les besoins par la sobriété dans les usages individuels et collectifs de l'énergie. L'efficacité permet ensuite de diminuer la quantité d'énergie nécessaire à la satisfaction de ces besoins. La priorité peut enfin être donnée aux énergies renouvelables qui, grâce à un développement ambitieux mais réaliste, peuvent remplacer progressivement les énergies fossiles et nucléaires.
Productions différentes d'énergie : moteur à eau, électrovane : utilisation des courants marins,
Adapter les énergies renouvelables aux territoires et populations.
- **Pollueurs payeurs**. Les pollueurs sont taxés au taux de pollution, avec des visites de contrôle imprévisibles. Reprendre la proposition de Pierre Larrourou et Jean Jouzel de créer une **banque du climat alimentée par les grandes entreprises** par prélèvement d'une taxe de 5% sur les bénéfices plus supplément selon la pollution créée par les entreprises. Cet argent pourrait permettre d'isoler des logements notamment.
- **80 km/h** : le Département peut adapter la vitesse au danger, mais pas 80 km/h systématiquement.
- Meilleurs contrôles des **pesticides** Interdiction et des produits dangereux (ex. le glyphosate) vers une interdiction en France et autres pays d'UE, comme de l'élevage intensif (usines à viande)

- Installer des **panneaux photovoltaïques** sur les toits des bâtiments industriels et des grands magasins
- **La méthanisation** : pour des projets tels que des stations de méthanisation, mieux informer, organiser des enquêtes publiques sérieuses avec un débat et un référendum local
Interdire la méthanisation industrielle et revenir à des méthodes naturelles et à taille humaine : favoriser la méthanisation paysanne et auto-subsistante ; l'agroforesterie.
Les méthaniseurs qui profitent à quelques agriculteurs ne doivent pas recevoir une forte somme d'argent public.
- Maintenir des emplois et services publics en milieu rural pour limiter les déplacements
- Pour les **bio-carburants** : revoir attribution des aides de la PAC
- Recréer des services publics (gares, écoles, hôpitaux, etc...) à desserte locale pour éviter le trafic routier
- **Relocaliser la production au plus près du consommateur**. Limiter l'importation de produits venant de pays lointains : bilan carbone catastrophique
- Favoriser l'**isolation thermique des logements**.
- Développer la **formation et l'éducation à l'écologie** pour tous types de population
- Créer une plate-forme publique de **covoiturage**

Evolution des INSTITUTIONS

- **L'Etat** devrait assurer l'eau, l'énergie, les transports à tous (secteurs clés)
- Intransigeance sur la **laïcité** : ne pas modifier la loi de 1905
- Développer l'**esprit civique** où chacun doit prendre ses responsabilités
- Il faut lutter contre les **lobbies** (contraires à l'intérêt général)
- Inscrire l'**écologie** dans l'article un de la Constitution. La liberté d'entreprendre qui y est inscrite doit est cadrée par rapport à l'action écologique.
- Meilleure prise en compte mutuelle **des décisions prises** par le Parlement : Sénat et l'Assemblée Nationale
- Placer l'**équité** plus que l'égalité dans les programmes de l'éducation nationale
- Evaluer les **politiques publiques** en cours à tous les niveaux

- Développer la **consultation citoyenne** à tous les niveaux
par référendum : le RIP, référendum d’initiative partagée entre le Parlement et le peuple (en assouplissant sa mise en œuvre et à portée bien cadrée car il est trop contraignant sous sa forme actuelle) et le RIL, d’initiative locale, communale, mais aussi au niveau des inter-communautés
Rendre le vote obligatoire
- **Accroître la décentralisation** (donner des compétences et des moyens aux collectivités locales) pour rapprocher le pouvoir des citoyens. La France doit être la République des territoires qui s’administrent eux-mêmes

SERVICES PUBLICS en milieu rural

- **Ecole** : transport gratuit, plus d’AVS, plus d’enseignants, plus de RASED. Ne pas fermer de classes.
- **Santé** : Stop aux suppressions de postes - Stop aux fermetures des petits hôpitaux : l’hôpital rural de proximité est indispensable pour soulager les grands hôpitaux et les urgences, éviter les kms aux malades et aux familles, et permettre aux malades d’être mieux entourés par leurs proches. Y développer des consultations mensuelles de spécialistes.
- Pour une meilleure prise en charge de nos anciens, donner davantage de moyens **aux ehpad**.
- Education et santé gérées comme bien public et non comme une entreprise : des usagers ne sont pas des clients.
- **Egalité face aux moyens de transports** : maintenir les lignes de train en zone rurale car le mode de vie est bien différent que les 80 % d’urbains
- **Fonctionnement des services publics** : plus de plages de possibilité d’utilisation des services publics. Plus d’humains, moins d’informatique.
Le développement du tout numérique n’est-il pas au service d’entreprises qui vont en profiter ? C’est un nouveau marché...
- Mieux **gérer les services publics** éviterait des fermetures.